



**Jour  
J-35**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**26/11/2019**

Sara 2019

**Alassane Ouattara : « Ce rendez-vous montre le bond  
exceptionnel que nous avons fait ces dernières années »**

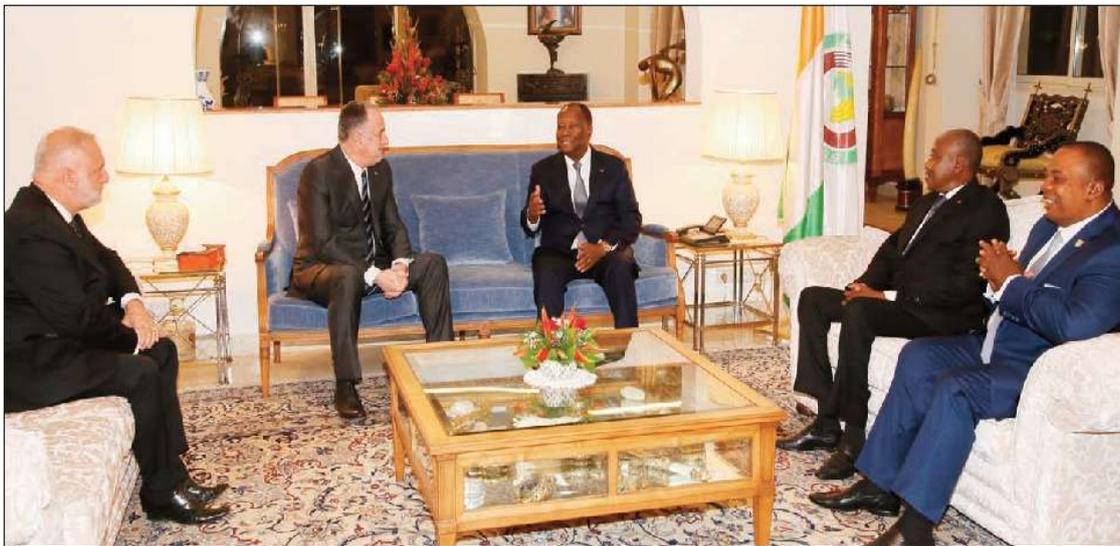


Transition agro-écologique

La France entend renforcer la coopération avec la Côte d'Ivoire

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, a accordé une audience au ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation.

A peine est-il arrivé de l'Allemagne et de la France que le Président de la République s'est remis au travail. En début de soirée du 23 novembre, il a accordé une audience, à sa résidence privée de la Riviera Golf, à Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation. En trame de fond de cette rencontre à laquelle ont pris part le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural Kobénan Kouassi Adjoumani, figure la transition agro-écologique de l'agriculture ivoirienne et française. Il s'agit, selon l'hôte, de faire en sorte que « l'agriculture des deux pays soit plus durable afin que l'alimentation des populations européennes et africaines soit la plus sûre et la plus saine du monde ». Le ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation a salué, à juste-titre, le Plan national agricole (Pnia) conçu par le gouvernement et qui permettra d'accélérer cette transition agro-écologique souhaitée. Le ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation s'est félicité des fortes rela-



Le Président de la République, Alassane Ouattara, a fait un tour d'horizon de l'agriculture ivoirienne avec son hôte. (PH : PORO DAGNOGO)

tions entretenues par les deux pays dans divers domaines. Il s'est réjoui également de l'avènement du Salon international de l'Agriculture et des Ressources animales d'Abidjan

(Sara) 2019 qui a ouvert ses portes, le 22 novembre et qui a comme invité d'honneur la France. « Je vais m'inspirer du nouveau format du Sara pour organiser le prochain Salon de

l'agriculture français », projette-t-il. Didier Guillaume s'est dit très heureux de l'évènement qui a permis à la France d'être présente avec plus de quarante entreprises et profes-

sionnels de nombreux secteurs dont l'agroalimentaire, la recherche, le développement, etc. « Tout ceci démontre, précise-t-il, les bonnes relations entre la Côte d'Ivoire et la

France, fruit de l'excellente coopération entre leurs Chefs d'Etat respectifs, au plan politique et diplomatique». ■

HERVÉ ADOU

• Développement des filières agricoles  
Collectivités territoriales échangent les expériences

Comment les collectivités territoriales peuvent-elles contribuer au développement des filières agricoles ? Et dans quelle mesure ces filières agricoles peuvent, en retour, contribuer à la lutte contre la pauvreté dans les régions ? Ce sont là quelques-unes des préoccupations auxquelles ont répondu Yéboué Kouamé Pascal et Philippe Meunier, respectivement président du Conseil régional du Bélier (Côte d'Ivoire) et vice-président de la région d'Auvergne-Rhône-Alpes (France) au cours d'un panel tenu le samedi 23 novembre au Sara et qui avait pour thème « Rôle des collectivités territoriales dans le développement des filières agricoles ». Il en ressort que les collectivités territoriales, étant plus proches des populations, peuvent aider à l'amélioration des filières. D'ailleurs, d'après Va-



Yéboué Kouamé Pascal (à gauche) et Philippe Meunier ont édifié les participants sur les bénéfices de leur collaboration. (PH : DRI)

lérie Aka Eponon, coordinatrice du projet Pôle agro-industriel dans la région du Bélier et du District autonome de Yamoussoukro (2PAI-Bélier), le partenariat existant entre les régions du Bélier et d'Auvergne-Rhône-Alpes a

favorisé une plus grande implication de la première dans le projet pôle agroindustriel qu'elle coordonne. « Le rôle d'un élu, c'est de travailler pour le bien-être des populations. Notre bonheur sera de voir nos parents satisfaits

parce que nous aurons répondu à leurs attentes. Que les gens vivent mieux, que les jeunes aient du travail, qu'ils n'aient pas mourir dans la méditerranée, ne se livrent pas à la débauche. C'est ce pourquoi nous travaillons », a assuré Yéboué Kouamé Pascal, président du conseil régional du Bélier. Car, selon lui, il s'agit à travers ces filières agricoles de contribuer à l'employabilité des jeunes et à la lutte contre la pauvreté, pour assurer un mieux-être et un meilleur avenir aux populations. Philippe Meunier a indiqué, pour sa part, la disponibilité de la région d'Auvergne-Rhône-Alpes à apporter son expérience aux villes et régions de Côte d'Ivoire en vue de les aider à organiser leurs filières agricoles. ■

FRANCIS KOUAMÉ

• Une convention signée pour la transformation de la noix de cajou

La deuxième journée de la 5<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara) a été marquée par la signature d'une convention entre le Conseil de Côte d'Ivoire et l'entreprise italienne Forlivese. Le directeur général du Conseil coton anacarde, Adama Coulibaly, s'est réjoui de la signature de cette convention qui permettra aux partenaires italiens d'investir dans la transformation de noix brutes de cajou en Côte d'Ivoire. « Notre pays est le premier producteur mondial de noix de cajou. Cette convention vient à point nommé d'autant plus qu'elle permettra non seulement l'achat de noix de cajou directement avec les transformateurs

ivoiriens, mais aussi aux partenaires italiens d'investir en Côte d'Ivoire dans la transformation de la noix de cajou », a-t-il expliqué. Le directeur général a aussi insisté sur l'aspect social de cet accord. Selon lui, ce partenariat favorisera la création de débouchés pour les acteurs de la filière. Quant au directeur général de Forlivese, Fabiano Mambelli, il s'est dit heureux de prendre part au développement de la Côte d'Ivoire. Le Directeur général a rassuré que l'entreprise qu'il représente sera toujours aux côtés du gouvernement ivoirien, afin de l'accompagner dans le domaine de la transformation de la noix de cajou. ■

ÉMÉLINE P AMANGOUA

Mardi 26 novembre 2019

Eraternité Matin

3

# Niakara se fait belle pour recevoir le Président Ouattara



Tout le matériel nécessaire est en place... Niakara sera prête pour accueillir l'illustre hôte. (PHOTOS : PORO DAGNOGO)

La commune fait sa toilette pour recevoir l'hôte de marque. L'entrée sud de la ville, menant à Katiola a été déblayée, les accotements de la voie ont été dégagés, débarrassés des hautes herbes. Un superbe arc de triomphe portant l'écriteau "Niékérékaha-Ni Alassane Ouattara" (Ndlr : Bonne arrivée au Président de la République Alassane Ouattara, en langue tagbana) y a été dressé pour accueillir le Chef de l'État et sa délégation. Le site de l'héliport a été également aménagé. A notre passage, des hommes renforçaient l'espace avec du gravier concassé, suivi du compactage du sol. Les voies principales qui innervent la ville ont fière allure en raison du bitume flambant neuf et tracées aux cordeaux qui les revêtent. Les artères secondaires de la cité ont été aussi profilées. Quant aux ravins et crevasses qui parsèment certaines voies périphériques, nous avons vu les Caterpillar les boucher avec du sable et du gravier concassé. Des dalots ont aussi été érigés au niveau des points critiques, notamment dans les environs du marché et du château d'eau. Les voies menant dans la sous-préfecture de Tortiya ont été également

bitumées. Les rues des quartiers sont aussi bien ouvertes pour faciliter les déplacements. La réalisation de tous ces travaux, au dire du préfet de Niakara, Ouattara Maténin, ont changé le visage de la cité. « Dans l'ensemble, les travaux avancent bien. Le reprofilage est à un taux d'exécution de 70%. C'est la première fois que Niakara bénéficie de ce genre de travaux qui annoncent un grand événement. Les populations sont tout heureuses », s'est-elle satisfaite. Nous avons aussi effectué un tour au stade Nallo Bamba devant abriter le meeting. Sur place, des jeunes gens s'affairaient à dresser les bâches sur l'espace. « Tout le matériel est là. Demain (aujourd'hui Ndlr) vous verrez que tous les bâches sont montés », a rassuré un technicien interrogé. L'espace a été désherbé et dégagé. Dans l'ensemble, les travaux de réhabilitation et d'embellissement pour accueillir le Chef de l'État sont très bien avancés. Mais la ville n'a pas encore été pavoisée aux couleurs nationales. Le préfet a tenu rassurer : « Nous allons le faire incesamment. Le Président arrive le jeudi 28 novembre. Nous ne sommes qu'au lundi 25 novembre, nous sommes dans le temps,

ne vous inquiétez pas ». Toutefois, elle a fait savoir que la problématique de coupure intempestive d'électricité reste une préoccupation en cette période importante. Sur ce point, Ouattara Maténin a déclaré que l'assurance lui a été donnée par les responsables de la Compagnie ivoirienne d'électricité que d'autres projets sont en cours pour juguler définitivement ce problème de délestage à travers la recherche d'un autre point d'alimentation de Tafiré et de Niakara, le remplacement des câbles souterrains par des câbles aériens. Interrogées, les populations mettent beaucoup d'espoir en cette venue du Chef de l'État. « Vous savez, ce genre de visite est inédit. Le Chef de l'État se déplace avec toute la République. C'est une fierté de vivre ce genre d'évènement. Aussi, ça sera l'occasion pour les populations de voir le Chef de l'État et lui soumettre leurs préoccupations. Je veux parler des problèmes d'eau, de l'électricité, bref de manque d'infrastructures dont nous souffrons », a expliqué Koné Gblélé Innocent, instituteur à la retraite rencontré à l'hôpital général de Niakara. Tout comme ce dernier, Ouattara Issouf, commerçant, affirme qu'en venant

dans le Hambol et notamment à Niakara, le Président Ouattara touchera lui-même du doigt les problèmes de la région en vue d'y trouver des solutions. « Tout le peuple tagbana est heureux de recevoir Alassane Ouattara, notre Président de la République », s'est-il réjoui. Quant à la Bertine Koné, elle a dit attendre impatiemment la Première dame pour son don aux femmes à travers le Fafci. « Nous, les

femmes d'ici, avons beaucoup de projets. Nous voulons entreprendre des activités génératrices de revenus, mais nous n'avons pas de moyens. Quand nous avons été informées de la visite du Chef de l'État et de son épouse, nous attendons ce jour avec impatience », a-t-elle confié. Coulibaly Oumar, étudiant en anglais présentement en vacances, lui, a félicité le Président Ouattara

pour ses actions en faveur de la jeunesse ivoirienne. Il a salué l'ouverture des guichets emploi jeunes dans les villes de la Côte d'Ivoire. « Nous sommes informés que Touré Mamadou, ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes arrive avec le Président. Nous l'attendons afin qu'il nous donne plus d'informations sur ces guichets emplois », a-t-il déclaré. ■

KANATÉ MAMADOU

## Les femmes de Niakara plaident pour une hausse de l'enveloppe du Fafci

Le Président de la République, Alassane Ouattara, effectue une visite d'État du 27 au 30 novembre dans la région du Hambol. Un déplacement qui suscite beaucoup d'espoir chez les populations, qui attendent ce jour pour voir, toucher et échanger avec celui qu'elles appellent « notre fils ». Au cœur de cette population, figurent en première place les femmes de tout le département de Niakara, qui discutent que derrière le Chef de l'État se trouve une brave femme, une femme au grand cœur, une mère pour les mères, Dominique Ouattara. Elles disent attendre d'elle le geste qu'elle sait faire le mieux, celui d'aider les

femmes à se prendre en charge à travers le Fonds d'aide aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci). Un financement qui leur est alloué pour leur autonomisation économique. Et c'est par la voix de Joséphine Koné Kelo, 2e adjoint au maire rencontrée hier à son bureau, en pleins préparatifs de l'accueil du couple présidentiel, qu'elles plaident pour une hausse du Fafci pour les femmes de Niakara. « Toutes les femmes du département, c'est-à-dire des sous-préfectures de Tortiya, Tafiré, Nidékaha, Badikaha, Arkokaha et de Niakara se joignent à moi, à la faveur de la visite du Président de la République et de notre maman Dominique Ouattara, la femme

au grand cœur, pour lui demander d'augmenter substantiellement cette enveloppe Fafci (50 millions octroyés en 2016) afin que toutes nos femmes puissent avoir accès à ce financement pour pouvoir entreprendre », a-t-elle plaidé. Selon le 2e adjoint au maire, toutes les femmes du département fondent un espoir réel sur cette doleance qui, à l'en croire, va soulager ces courageuses mères, qui manquent de soutien financier pour leur autonomisation. Le Président de la République et son épouse Dominique Ouattara seront à Niakara le 28 novembre. ■

KOUIKA BAVANE



## . Ibrahim Konaté (président du conseil régional du Hambol) : "Pour nous, ce sera une journée d'hommage à Alassane Ouattara"



Veillée d'arme pour réserver un grand accueil au Président de la République. (PHOTO : BOSSON HONORÉ)

la qui compte 215 villages, aujourd'hui, le département compte 183 villages raccordés au réseau électrique contre 13 en 2011. Au niveau de l'éducation, beaucoup d'efforts ont été également consentis dans la région. De sept établissements secondaires en 2012, la région en compte 19 à ce jour et passera à 23 d'ici septembre 2020, selon le président du conseil régional. Mais c'est surtout dans le domaine des routes qu'il y a beaucoup à dire. « Pour rallier la sous-préfecture de Bassawa distant de 54 Km de Dabakala, on mettait au moins quatre heures. Mais grâce aux travaux de reprofilage avancé et régulier qui sont faits depuis qu'Alassane Ouattara est au pouvoir, nous mettons seulement 45 minutes. En outre, pour rallier Niakara à partir de Katiola (65 Km), on mettait six heures, mais aujourd'hui, on ne met que trente minutes parce que la route est réhabilitée. Vous savez, c'est une enveloppe de 147 milliards de F Cfa qui a été dédiée à la réhabilita-

tion de l'axe A3, partant de Bouaké à Ferkéssédougou. Notons aussi les emplois que cet investissement crée pour les jeunes de la région. Nous sommes très admiratif de ce que le Président Ouattara fait pour nous, et c'est ce que nous allons lui démontrer vendredi », a promis Ibrahim Kalil Konaté. C'est donc une grande fête qui se prépare à Dabakala le vendredi. Selon le préfet de département, Traoré Tiécoura, toutes les forces vives sont impliquées dans l'organisation. Et toutes les dispositions techniques et sécuritaires ont été prises. « Tout est fin prêt pour la visite du Chef de l'Etat. Vous voyez bien que le visage de la ville a totalement changé, avec les travaux de réhabilitation de la voirie urbaine et péri-urbaine. Ce sera une belle fête avec beaucoup d'animations et des danses du terroir qui seront exécutées », a assuré le préfet. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN,  
ENVOYÉ SPÉCIAL

C'est au cours d'une rencontre d'échanges conviviale avec des chefs de communautés et quelques relais sodaux que nous le rencontrons, hier après-midi, dans un espace à ciel ouvert, non loin de ses locaux. Le président du conseil régional du Hambol, Ibrahim Kalil Konaté, est au four et au moulin pour la mobilisation des populations de la région afin de réserver un accueil des plus chaleureux au Président de la République, Alassane Ouattara. Qui effectuera, dès demain mercredi, une visite d'Etat de quatre jours dans la région. Visite au cours de laquelle le Chef de l'Etat animera des meetings à Katiola (chef-lieu de région), Niakara et Dabakala. Soulignons que ce sera la première fois qu'un Président de la République effectue une visite de ce genre à Dabakala. Cela est donc très significatif pour les populations de ce départe-

tement et donc une raison assez suffisante pour qu'elles sortent massivement l'accueillir et l'écouter. C'est en tout cas, ce qui nous a été donné de comprendre au travers des interventions des uns et des autres. Chacune des déclarations du président du conseil régional était suivie d'applaudissements nourris et de commentaires tous aussi positifs à propos de ce qui a été fait. Les populations sont très enthousiastes. Leur ville est en train de faire peau neuve avec d'immenses travaux routiers, toute chose qui en rajoute à leur impatience à mesure que la date de la visite approche. Cette visite d'Etat du Président Ouattara à Dabakala aura donc un autre sens pour les populations de Dabakala. « Quand on regarde tout ce qui a pu être fait en termes de développement dans notre département et la région toute entière sous l'ère Alassane Ouattara, on se demande bien ce qu'on peut lui

dire d'autre, si ce n'est merci. Pour nous, cette visite d'Etat sera tout simplement une journée d'hommage et de reconnaissance au Président de la République pour tout le bien qu'il nous a fait. Cela fait très longtemps qu'on attendait une occasion pour lui dire merci, et chez nous à Dabakala, nous savons dire merci à notre bienfaiteur », a déclaré Ibrahim Kalil Konaté. Précisant qu'au moins 50 000 personnes participeront au meeting.

Que d'actions de développement depuis 2011 !

Beaucoup a été fait pour Dabakala et tout le Hambol durant cette décennie. En termes d'électrification, seulement 38 villages sur 301 villages que compte la région étaient électrifiés jusqu'en 2011. Mais de cette date à ce jour, selon Ibrahim Konaté, nous sommes à 283 villages électrifiés dans la région. Seulement pour Dabaka-

## Niéméné recevra le Président de la République

Par amitié, et pour saluer l'immense travail qu'il abat à ses côtés et surtout pour le remercier de sa loyauté, le Président de la République, Alassane Ouattara ira déjeuner à Niéméné, village natal de son fidèle collaborateur, Ally Coulibaly, ministre de l'intégration et des Ivoiriens de l'extérieur. Et cela, tout juste après le giga meeting qui se tiendra à Dabakala, ce vendredi 29 novembre. La sous-préfecture de Boniérédougou est située à une douzaine de kilomètres du chef-lieu. Si l'on en croit Saint Joseph Gouet Togba, sous-préfet, le Président de la République, Alassane Ouattara connaît bien Niéméné pour y avoir déjà séjourné par deux fois, avant

d'être Chef de l'Etat. Par conséquent, sa venue ne laisse personne indifférent, bien au contraire. « La population s'active pour recevoir l'hôte de marque, son fils prodige », assure-t-il. Pour l'heureuse circonstance, la ville fait peau neuve avec la réfection de certaines habitations et surtout le reprofilage des rues. « Au niveau de la résidence du ministre, Ally Coulibaly où aura lieu le déjeuner, les choses sont en train de se mettre en place pour que le bref séjour du Président de la République soit très agréable », certifie-t-il. Concernant l'accueil proprement dit, le sous-préfet de Niéméné révèle que le Président de la République arrivera sur les lieux en hélicop-

tere. Aussi, des dispositions ont-elles été prises pour lui réserver un accueil des plus chaleureux. « De l'héliport jusqu'à la résidence du ministre, nous allons dresser un parterre d'hommes et de femmes sur tout le parcours », dit-il. En tout cas, le peuple djimini espère secrètement avoir des retombées à l'issue de ce bref séjour. Pour le sous-préfet de Niéméné, l'un des besoins chers à la population, c'est l'adduction en eau potable de la localité. Sans omettre, souligne-t-il, des routes carrossables en toutes saisons pour pouvoir aller commercialiser leurs produits agricoles. ■

CHARLES KAZONY

Sara 2019

# Alassane Ouattara : « Ce rendez-vous montre le bond exceptionnel que nous avons fait ces dernières années »

Le Chef de l'État a visité hier la 5<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara).

Le Président de la République a exprimé hier son satisfecit quant à l'organisation et l'affluence de l'édition 2019 du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara). C'est surtout l'engouement que le rendez-vous suscite chez les populations que le Chef de l'État a salué. « Je suis impressionné par ce Sara d'une réalisation exceptionnelle. Je pense que cette édition est la plus importante en termes d'affluence. Ce que nous voyons le montre bien. Et je sais que cela va continuer avec beaucoup plus de participations dans les prochaines années », a déclaré Alassane Ouattara, au terme de sa visite des stands et du parc animalier. Le Président de la République a donc félicité le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani en charge de l'Agriculture et du Développement rural et son collègue Moussa Dosso chargé des Ressources animales et Ha-



Le Chef de l'État a exprimé son satisfecit après sa visite de stands et du parc animalier. (PH: sébastien Kouassi)

lieutiques, « qui sont les principaux responsables de ce Salon ». Il a également félicité l'ensemble du gouvernement, parce

que le Sara « est un événement essentiel ». Le Président Alassane Ouattara a aussi indiqué que c'est un moment impor-

tant pour la Côte d'Ivoire, puisque « cela montre les bonds exceptionnels tant sur le plan quantitatif que qualitatif que nous avons

effectués au cours de ces dernières années ». Le Chef de l'État a réitéré son engagement dans l'accélération de la trans-

formation structurelle de l'économie, en général et du secteur agricole en particulier. « Ce que nous voulons maintenant, c'est de passer à la seconde étape. C'est de continuer à augmenter la production, mais également passer à la transformation des matières premières. Je suis confiant que cela va se faire avec les ministres compétents que nous avons », a lancé le Chef de l'État.

Alassane Ouattara s'est félicité, en outre, de la bonne coopération avec la France dans le domaine agricole. Il a dit en avoir discuté avec Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Le Président de la République était accompagné par plusieurs personnalités dont le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, qui l'avait représenté lors de la cérémonie d'ouverture du Salon ■

ABOUBAKAR BAMBA

## Réduction de la pénibilité du travail, amélioration des conditions de travail

Améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs. Hier, au Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019), le Chef de l'État, Alassane Ouattara, a réaffirmé cette ambition à travers la mise à disposition du monde agricole, de matériel moderne qui devrait lui permettre de travailler dans de meilleures conditions. Ce geste du Président de la République n'a pas manqué d'être salué par son ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani. « Nous ressentons votre présence parmi nous non seulement comme un immense bonheur, mais aussi

et surtout comme un grand honneur et un véritable privilège. Elle traduit tout l'amour et l'intérêt que vous accordez à nos braves producteurs. C'est pour nous une assurance supplémentaire de ce que le monde agricole continue d'occuper une place de choix dans votre cœur », s'est félicité le ministre. Avant d'ajouter : « Par ce grand geste, Excellence Monsieur le Président de la République, vous apportez une réponse immédiate et efficiente à la problématique de la pénibilité du travail dans le secteur agricole, d'une part, mais aussi au défi de l'accroissement de la productivité en milieu rural, d'autre part ». Grâce à ces équipements, a souligné le ministre, le labour d'un hectare de

terrain prendra au plus trois heures, là où il faut 60 jours à un homme pour faire le même travail à la main, avec une qualité moindre et une souffrance extrême. La Côte d'Ivoire étant un pays à très forte vocation agricole, ce secteur représente entre 25 et 35% du Pib, entre 40 et 70% des recettes d'exportations selon les années, offre 2/3 des emplois. Cependant, il n'est pas encore parvenu à assurer une mécanisation et une transformation des produits à la hauteur des ambitions des autorités qui travaillent à inverser cette tendance. Une politique de transformation des matières premières agricoles (cacao, café, anacarde, hévéa, etc.) a été mise en place. L'objectif est

de parvenir à la transformation de plus de la moitié de ces produits. A terme, il s'agit de renforcer le processus de mécanisation du secteur agricole national. En lançant, en 2012, le Programme national d'investissement agricole (Pnia 1) de 2040 milliards de FCfa, le gouvernement est parvenu à relancer le secteur avec un taux moyen de croissance annuelle des productions de 8%, induisant un taux de croissance de 10% dans le secteur agricole, 14% de croissance moyenne des revenus des producteurs agricoles et la baisse de l'insécurité alimentaire. Ainsi, sur un objectif de 2,4 millions d'emplois, l'on enregistre un taux de réalisation de 90% de 2012 à 2017, soit 1,9 million

d'emplois créés à fin 2017. Le Pnia 2 (2018-2025), avec une intention de financement de 1 958 milliards de FCfa pour la période 2018-2020 sur les 2 400 milliards de FCfa, englobe le financement de cinq agropôles sur les neuf prévus à travers le pays ainsi que d'autres projets phares sur la digitalisation de l'agriculture, le transfert des revenus agricoles, le changement climatique et la biodiversité. Il prend également en compte l'accès aux services financiers et bancaires des petits producteurs ainsi que des projets prioritaires relatifs à la création de la plateforme de commercialisation des fruits et légumes et de la Bourse des matières agricoles. « En décidant d'octroyer à

nos producteurs des outils de travail modernes et performants, vous anoblissez la profession d'agriculteur, en même temps que vous créez les conditions d'une relève paysanne harmonieuse par de jeunes générations bien formées aux métiers de la terre. En digne fils continuateur de l'œuvre du père-fondateur de la nation, vous veillez scrupuleusement sur son héritage que vous avez décodé d'agrandir et de faire fructifier », a fait remarquer le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Les populations, venues nombreuses à cette cérémonie, ont salué cette sortie du ministre. ■

ANOH KOUAO

• Semaine africaine de vulgarisation agricole (Sava)

# Plus de 600 experts réunis à Abidjan

C'est lors de sa 15<sup>e</sup> session ordinaire en 2017, tenue à Durban, en Afrique du Sud, que la Côte d'Ivoire a été retenue par l'Assemblée générale de l'Afaas pour l'organisation de la 4<sup>e</sup> édition de la Sava.

En marge du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019) qui a démarré depuis le 22 novembre, la 4<sup>e</sup> Semaine africaine de vulgarisation agricole (Sava), a officiellement été lancée par le vice-Président Daniel Kaban Duncan. C'était hier à l'hôtel Radisson Blu, route de l'aéroport. Ce sont plus de 600 participants de haut niveau, venus de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, qui prennent part à cet important rendez-vous qui s'achève le 29 novembre prochain.

Placée sous le thème « *Sec-teur privé et conseil agricole: quelles synergies pour un développement durable de l'agriculture en Afrique ?* », cette Semaine est organisée par le ministère ivoirien



De part leur présence massive à la Sava, les autorités ivoiriennes ont manifesté leur intérêt pour ce salon. (PH: Sébastien Kouassi)

de l'Agriculture et du Développement rural, l'Agence nationale d'appui au développement rural (Anader) et le Forum africain pour les services de conseil agricole

(Afaas). Durant cinq jours, les participants se pencheront sur les questions liées au rôle incontournable du secteur privé dans le conseil agricole, l'entrepreneuriat

des femmes et des jeunes, le changement climatique, le développement des chaînes des valeurs et le financement du secteur. La Sava vise à apporter une contribution à

la vulgarisation et au conseil agricole en vue d'accélérer le développement agricole durable en Afrique, un marché de plus de 1,2 milliard d'habitants. « *La Sava constitue une opportunité pour partager les connaissances, pour discuter des innovations récentes pour le conseil agricole* », ajoute le directeur général de l'Anader, Dr Sidiki Cissé.

Malgré les opportunités dont elle regorge, l'Afrique peine encore à tirer pleinement profit de ce secteur. Chaque année, le continent dépense beaucoup dans l'importation de produits alimentaires. En 2016, la facture s'est élevée à quelque 35 milliards de dollars Us (environ 21 000 milliards de FCfa).

Le vice-Président de la République a salué la mobilisation que suscite cet événement, mais également les

organiseurs pour le choix porté sur la Côte d'Ivoire. Il a regretté « *la faible collaboration irrégulière et informelle* » existant entre les conseils agricoles et le secteur privé avant d'appeler à « *combler ces lacunes* ». Pour le ministre de la Riziculture, Gaoussou Touré, face aux défis auxquels l'Afrique est confrontée dans le secteur, « *l'accès aux services de conseil agricole s'impose* » pour accompagner les producteurs.

C'est lors de sa 15<sup>e</sup> session ordinaire, en 2017, tenue à Durban, en Afrique du Sud, que la Côte d'Ivoire a été retenue par l'Assemblée générale de l'Afaas pour l'organisation de la 4<sup>e</sup> édition de la Sava. Le Botswana, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud ont eu l'occasion d'accueillir cette importante biennale. ■

ANOH KOUAO

## • Les Pays-Bas mettent leur expertise agricole au profit de la Côte d'Ivoire

Une vingtaine d'entreprises néerlandaises participent à l'édition 2019 du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019). La volonté affichée par la partie hollandaise conduite par l'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas en Côte d'Ivoire, Robert Van Den Dool, hier, à l'ouverture des travaux qui se sont déroulés dans le cadre de la journée dédiée aux Pays-Bas, c'est de faire profiter à l'agriculture ivoirienne des dernières innovations dans le secteur. Le chef de la mission diplomatique néerlandaise en Côte d'Ivoire a expliqué ce choix par le fait que la Côte d'Ivoire est un pays essentiellement agricole, mais également parce qu'elle tient une place stratégique dans la sous-région ouest-africaine. « *Partenaire important pour les Pays-Bas, la Côte d'Ivoire fait office de panier de provisions et de plaque tournante des transports pour toute la région qui utilise ses ports pour l'essentiel des importations et exportations. Ce pays*



L'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas en Côte d'Ivoire, Robert Van Den Dool. (PH: S. Kouassi)

est le moteur économique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), avec 40% du Pib et 60% des exportations agricoles de la zone », a-t-il souligné. Au dire de Robert Van Den Dool, ce sont ces acquis qu'il faut renforcer dans le cadre d'un partenariat efficace. Pour ce faire, il a indiqué qu'il faut mettre les innovations, notamment technologiques, à la disposition du secteur agricole pour atteindre les objectifs prioritaires tels que la sécurité alimentaire. « *Cependant, pour atteindre la sécurité*

*alimentaire, la production agricole nette doit plus que doubler en Afrique. La Côte d'Ivoire a donc besoin d'une transformation structurelle du secteur agricole afin d'augmenter la productivité, réduire les pertes après récolte et créer des emplois pour une population (jeune) en croissance* », a fait savoir le diplomate. D'autant plus qu'en Afrique, plus de quinze millions d'emplois par an devront être créés au cours des 20 prochaines années pour accueillir les nouveaux venus sur le marché du travail. ■

ABOUBAKAR BAMBA

## • La culture sous serre vulgarisée au Sara

Le Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole (Firca), agent d'exécution du projet d'appui au développement des filières manioc et maraichers (Pro2m), a choisi la plateforme du Sara pour vulgariser, notamment la culture sous serre. Composé de trois volets (manioc, maraichers et nutrition), le Pro2m est financé par l'Union européenne sur le Fed/2017/890-44. Ses objectifs sont : contribuer à la sécurité alimentaire par la promotion d'une production vivrière (autre que le riz) moderne, durable, résiliente aux changements climatiques et par une commercialisation fiable et équitable permettant un approvisionnement régulier des marchés ; promouvoir une filière maraichers plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois, maîtrisant sa production et sa commercialisation ; promouvoir aussi une filière manioc plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois, maîtrisant également sa produc-



La technique des serres suscite un intérêt certain. (PH: DR)

tion et sa commercialisation. Concernant spécifiquement le volet maraichers, onze serres de production ont été installées dans des localités autour d'Abidjan (Alépé, Croix, Adzopé, Assouindé, Bingerville, Azaguié, Petit Danané, Port Bouet, Kogofon, Yopougon, Petit Yapo et Bonahouin). Pour vulgariser ce projet, le Firca a installé un prototype de serres dotées d'un système d'aération contrôlant la température et l'humidité, et alimentées à partir d'un système d'énergie solaire. Selon les experts du Firca,

ces serres ont l'avantage d'avoir un rendement de plus de cinq fois supérieur à celui des exploitations ordinaires. De plus, l'environnement contrôlé qu'elles créent permet de produire en période de contre-saison. Ce qui offre aux producteurs la possibilité d'être sur le marché à toutes les périodes de l'année, d'une part et d'avoir des produits maraichers à vendre à des périodes où leurs prix sont en hausse du fait de leur rareté sur le marché. ■

DAVID YA

# Sortie de la 42<sup>e</sup> promotion de l'Ecole nationale de Police Sidiki Diakité engage les nouveaux policiers à la rigueur et à la probité

Le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation a parrainé, hier, la cérémonie de baptême et de remise d'épaulettes des 1972 officiers et sous-officiers de la promotion 2018-2020.



Le parrain a été gratifié d'un magnifique défilé. (PHOTOS : MONSAN JUJEN)



besoin dans l'épreuve», a-t-il indiqué.

Au cours du cérémonial, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Diomandé Vagondo, a, en sa qualité de ministre de tutelle, distingué de la médaille d'honneur de la Police nationale avec palme les ministres Hamed Bakayoko et Sidiki Diakité. Il s'est félicité de la qualité de la formation des élèves policiers, qui font de plus en plus preuve de professionnalisme dans l'exercice de leur mission de sécurité et de protection des populations. La cérémonie de baptême et de remise d'épaulettes aux élèves policiers de la promotion "Sidiki Diakité", a donné lieu, outre les discours, à un défilé exécuté par quatre sections d'officiers et six sections de sous-officiers ■

GERMAIN GABO

Fort de 1972 élèves, à savoir 593 officiers (486 hommes et 107 femmes) et 1379 sous-officiers (1227 hommes et 152 femmes), la 42<sup>e</sup> promotion sortante de l'Ecole nationale de police a été baptisée, hier, par le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Sidiki Diakité. Le parrain, qui avait à ses côtés le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, a exhorté ses filleuls à faire siennes les valeurs de leur devise : «Engagement, probité et rigueur». Il a judicieusement fait remarquer que ces nouveaux fonctionnaires de la Police nationale entrent dans la vie active au moment où la Côte d'Ivoire

s'apprête à aborder une page importante de son histoire, avec les prochaines élections présidentielle, législatives et locales. « À ce titre, vous serez sollicités plus que d'autres ne l'ont été. Vous devez faire preuve, comme votre devise vous le recommande, d'engagement, de probité et de rigueur », a insisté Sidiki Diakité. Avant d'ajouter que « les instructions du Président de la République, Alassane Ouattara, sont claires. La Côte d'Ivoire a consenti d'énormes efforts pour reconstruire les fondamentaux de son développement, pour recoudre le tissu social fissuré. Ces élections ne doivent pas nous faire perdre le bénéfice de ces acquis. Il vous

appartiendra de faire en sorte que l'ordre public soit maintenu partout où cela sera nécessaire dans le respect des droits de l'homme et de la gestion

des foules ». Le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation a également engagé encadreurs, parents et connaissances

des nouveaux policiers à les soutenir dans leur mission de maintien de l'ordre public. « Votre soutien sera la source d'énergie extérieure dont ils auront

## Cancer / Vih Sida

### 500 personnes dépistées gratuitement par la mairie de Treichville

Cinq cent (500) personnes dont 398 femmes de la commune de Treichville ont bénéficié de prestations gratuites de dépistage du Vih sida, des cancers du col de l'utérus et du sein (pour les femmes). C'était le 22 novembre au dispensaire municipal de ladite commune, à la faveur des activités de prévention sanitaire. Le programme a

été mené en collaboration avec l'Association ivoirienne pour le bien-être familial (Aibef), au grand bonheur des populations. « Nous ne pouvons que saluer nos autorités municipales pour cette grande action. Merci surtout au ministre François Albert Amichia. En tant que femmes, nous sommes exposées à un bon nombre de maladies », a indiqué Konan Alice, une

bénéficiaire. Qui a aussi invité d'autres femmes à profiter des prestations de dépistage gratuits. Le Directeur des Services Socio-culturels et de Promotion Humaine de la Mairie de Treichville (DSSCPH), Aly Tiero, a révélé que l'objectif du maire et du conseil municipal est de poser des actions ciblant la prévention, en se référant à l'adage qui dit : « Mieux vaut prévenir que guérir ».

« Grâce aux actions du ministre François Albert Amichia et du Conseil municipal, nous avons organisé plusieurs campagnes de sensibilisation et de dépistage de certaines maladies métaboliques (VIH sida, hypertension artérielle, diabète et cancer de la prostate », a-t-il précisé ■

ISABELLE SOMIAN  
Source : Sercorn

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Agence Nationale De l'Environnement  
ANDE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

### ENQUETE PUBLIQUE A KORHOGO

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEED), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET DE CONSTRUCTION D'UN HÔPITAL MILITAIRE A KORHOGO, présenté par la MEMDEF, une Enquête Publique est organisée du VENDREDI 22 NOVEMBRE 2019 au JEUDI 05 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la PREFECTURE DE KORHOGO pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE  
**Mme Madeleine Sopi ACKO**

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Agence Nationale De l'Environnement  
ANDE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

### ENQUETE PUBLIQUE A COCODY

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEED), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE RADIOTHERAPIE AVEC INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE DERNIERES GENERATIONS, présenté par la PISAM, une Enquête Publique est organisée du VENDREDI 22 NOVEMBRE 2019 au JEUDI 05 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la MAIRIE DE COCODY pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE  
**Mme Madeleine Sopi ACKO**

Filière cajou, TNT, code général des impôts...

# D'importants projets de loi adoptés par les sénateurs

Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, était hier face à la Commission des affaires économiques et financières (Caef) du Senat à Yamoussoukro.

**D**e grandes innovations introduites dans la filière cajou. Le taux du Droit unique de sortie (Dus) applicable aux exportations de noix de cajou est fixé désormais à 7%, contre 10% antérieurement. Il s'applique sur une valeur taxable déterminée sur la base de la valeur CAF de référence des produits exportés. Mais au-delà, en vue de soutenir le développement durable de la filière anacarde, il est institué une taxe de 30 CFA/kg de noix brutes de cajou exportées. Cette taxe pour le soutien au développement est collectée par le Conseil du coton et de l'anacarde, dans les mêmes conditions que les autres taxes perçues sur la dite filière. Selon la clé de répartition des 30 F, 20 F iront au remboursement du prêt contracté auprès de la Banque mondiale



Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. (PH: DR)

sur son guichet Bord Enclave, pour la mise en œuvre du Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde et 10 F pour le soutien à la structuration.

Il s'agit en premier du projet de loi ratifiant l'ordonnance N° 2019-289 du 3 avril 2019 fixant le taux du Dus sur les exportations de noix de cajou et en second, du projet de loi portant ratification de l'ordonnance N° 2017-822 du 14 décembre 2017 instituant une taxe sur les exportations de noix brutes de cajou pour le soutien au développement durable de la filière anacarde. Selon le ministre Moussa Sanogo, la Côte d'Ivoire qui tient le rang de leader mondial du cajou va enregistrer, pour cette campagne 2020, une production de 869.000t, contre 800.000t en 2019. Au total, cette filière, a-t-il indi-

qué, rapporte plus de 600 milliards Fcfa à l'économie ivoirienne. Au cours de ces mêmes travaux, Moussa Sanogo a réussi à convaincre les membres de la Caef, sur la nécessité de ratifier l'ordonnance N°2019-391 du 8 mai 2019 portant exonération de droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée sur les équipements nécessaires à la réception du signal de la Télévision numérique terrestre (TNT) qui entre en vigueur à partir du 17 juin 2020. Ce projet de loi a été également voté à l'unanimité. Le ministre était également porteur de trois autres projets de loi, face aux sénateurs. L'un portant ratification de l'ordonnance N°2017-770 du 22 novembre 2017 portant exonération des droits domaniaux et de publicité foncière en faveur de Côte d'Ivoire Énergies, en abrégé Ci-Energies, l'autre

portant ratification de l'ordonnance N°2017-769 du 22 novembre 2017 modifiant les articles 151, 166, 277 et 623 du Code général d'État des impôts. Et enfin le projet de loi portant ratification de l'ordonnance N 2019-390 du 8 mai 2019 portant légalisation du régime fiscal et douanier prévu par le contrat de partenariat relatif à la conception, au financement, à la mise en place, à l'exploitation, au maintien en condition, à la mise à niveau et renouvellement du Registre national des personnes physiques en Côte d'Ivoire, conclu le 8 avril 2019 avec la société Semlex Côte d'Ivoire. Ce dernier projet qui a enregistré la réserve du groupe parlementaire Pdc-Rda, en raison des procès dans lesquels la société Semlex est impliquée dans deux pays, a été voté par 10 sénateurs sur les 14 ayant pris part aux travaux. ■

NDRI CÉLESTIN

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DEXCO

**COMMUNIQUÉ**

Il est porté à la connaissance des candidats à la soutenance de rapport de stage du Brevet de Technicien Supérieur (BTS), pour la session de décembre 2019, que les inscriptions seront ouvertes du vendredi 22 novembre au vendredi 13 décembre 2019, selon la procédure suivante :

**ÉTAPE 1 : S'INSCRIRE SUR LA PLATEFORME DU MESRS**

- 1- Payer les frais d'inscription de cinq mille francs CFA (5 000FCFA) via Mobile Money ;
- 2- Se rendre sur la plateforme [www.examensbts.net](http://www.examensbts.net) pour valider son paiement à l'aide de la référence de paiement obtenue en -1 et remplir sa demande de soutenance ;

**NB : Vérifier que les informations sont justes et conformes ;**

- 3- Choisir son jour de dépôt de dossier ;
- 4- Imprimer la fiche d'inscription puis la fiche d'évaluation du stage à déposer chez le Maître de stage pour la notation.

**ÉTAPE 2 : SE RENDRE À LA DEXCO SUR RENDEZ-VOUS MUNI DES PIÈCES SUIVANTES :**

- 1- Deux exemplaires du rapport de stage ;
- 2- Une photocopie de l'attestation d'admissibilité ;
- 3- Une copie de la fiche d'inscription.
- 4-

**NB :**

- Les stages effectués dans les établissements ou cabinets de formation ne sont pas valables.
- Les candidats admissibles à la session du BTS 2019 ne sont pas concernés.
- Chaque candidat est prié de respecter sa date de dépôt de rapport.

**Dr Abdallah Albert Toikeusse MABRI**

Sara 2019

**Le Conseil Hévéa Palmier à huile présente son savoir-faire**

**A**u cours de la 5e édition du Salon International de l'Agriculture et des ressources animales (Sara), qui a ouvert ses portes le 22 novembre, s'il est un stand qui n'a pas désempli, c'est bien celui du Conseil Hévéa Palmier à huile, l'organe de régulation, de contrôle et de suivi des activités des filières hévéa et palmier à huile. Collectivités territoriales, organisations professionnelles, experts et Ong, producteurs, tous ont pris d'assaut le stand de 30m2 qu'occupe cette structure sous la tutelle du ministère de l'Agriculture pour s'informer des opportunités réelles qu'offrent les deux filières. Occasion idoine pour le directeur général du Conseil, Coulibaly Fougnygué Edmond, de présenter les attributions du conseil qui sort, entre autres, la réglementation des activités d'en-

cadrement des plantations villageoises, la fixation des règles de positionnement géographique des unités de transformation de fonds de tasse ou de régime de palme dans les zones de production. « Notre mission est de contribuer à l'amélioration des revenus et des conditions de vie des producteurs, par une réforme des mécanismes de prix et l'amélioration de la productivité », fait savoir Coulibaly Fougnygué, tout en se réjouissant de l'organisation de la 5e édition du Sara qui est une opportunité pour cet organe de régulation de s'ouvrir au grand public. Edmond Coulibaly est, par ailleurs, revenu sur les performances de la filière hévéa. À l'en croire, le verger a quasiment doublé entre 2011 et 2017, passant de 318 000 ha à 600 000 ha, avec un taux de plantations immatures d'environ 30%. En ce qui concerne l'huile de palme, il précise que la Côte d'Ivoire est le 2e producteur africain, après le Nigeria, avec une production d'huile brute d'environ 500 000 tonnes. ■

**COMMUNIQUÉ**

**Monsieur AKOTO ADON CYPRIEN, Médecin Urgentiste, anciennement médecin vacataire au sein du service médical de la Société de Commercialisation Café-Cacao (S3C), n'y exerce plus depuis le 31 Octobre 2019.**

Par conséquent, la Société décline toute responsabilité quant aux actions ou agissements que ledit médecin pourrait poser en son nom ou pour son compte.

Abidjan, le 21 Novembre 2019

**LA DIRECTION GENERALE**

EMELINE AMANGOUA

# Politique nationale d'investissement Des réformes en perspective

La politique nationale d'investissement, un programme de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le Développement (Cnuced), était hier au centre d'un atelier.

Le ministère auprès du Premier ministre chargé de la Promotion de l'investissement privé, a organisé le 25 novembre, au centre de Conférences du ministère des Affaires étrangères, au Plateau, un atelier national d'examen de la politique nationale d'investissement, un programme de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Qui vise à accompagner les pays en développement à relever les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont confrontés afin de les engager sur la voie du développement durable. Cette rencontre a réuni, les experts africains, des partenaires au développement, ainsi que des représentants du gouvernement. Mme Chantal Dupasquier, cheffe des examens des politiques d'investissement de la (Cnuced), a indiqué que les investissements étrangers



Diarra Ibrahima (au centre) a salué l'examen de la politique d'investissement de la Côte d'Ivoire élaborée par la Cnuced. (PH: DR)

Directs (Ied) en Côte d'Ivoire ont atteint 913 millions de dollars Us (soit plus de 502 milliards Fcfa) en 2018, selon le rapport sur l'investissement

dans le monde publié par la Cnuced en juin 2019. Cet examen, souligne Madame Dupasquier, vise à proposer des réformes afin d'attirer

de nouveaux investisseurs, d'encourager leur déploiement sur l'ensemble du territoire national, d'augmenter la valeur ajoutée des activités

qui découlent de ces Ied. Et surtout d'intégrer davantage les activités des opérateurs étrangers à l'économie locale pour en accroître les bénéfices. Pour le coordonnateur résident du Cnuced, Titiane Mboye, les flux de l'Ied entrant en Côte d'Ivoire, malgré une croissance nette de 17% sur la période 2016-2017, ne sont pas suffisants au regard du poids économique du pays dans l'espace Cedeao. « Cette hausse des Ied à destination de la Côte d'Ivoire masque une faible attractivité étant donné que sur 11 milliards de dollars Us dans cet espace, le pays n'a capté que 5,4% contre 30% pour le Ghana et 32% pour le Nigeria », a-t-il souligné, estimant que l'examen de la politique d'investissement dont le but est de proposer des réformes pour attirer les capitaux étrangers, est une opportunité à saisir par les autorités ivoiriennes.

Un appel saisi au bond par Diarra Ibrahima, directeur du cabinet du ministre auprès du Premier ministre chargé de la promotion de l'investissement privé. Pour lui, en se fixant pour objectif de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020, le gouvernement a pris la pleine mesure du rôle que peut jouer l'investissement privé dans la croissance économique et la création d'emploi. « Le rapport d'examen de la politique d'investissement de la Côte d'Ivoire élaboré par la Cnuced est d'une importance fondamentale. Il se présente comme un outil juridique et institutionnel de référence international », a-t-il soutenu. Avant d'ajouter que les défis à relever restent l'amélioration du climat des affaires qui résulte de l'attraction des investissements directs étrangers. ■

EMÉLINE P AMANGOUA

## Ministère des Mines et de la Géologie 26 retraités célébrés

Il y a 26 agents du ministère des Mines et de la Géologie, tous grades confondus. Après 30 ans de service, ils sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite. Ces retraités ont été célébrés le 13 novembre, au siège de la Sodemi, à Cocody. Jean-Claude Kouassi, ministre des Mines et de la Géologie, a rendu hommage à ces travailleurs, femmes et hommes, qui ont « apporté leur contribution active au développement du secteur minier » en Côte d'Ivoire. Ces agents ont reçu, en présence des parents, amis et collègues venus nombreux les soutenir, plusieurs présents. Cette initiative, la première du genre dans ce département, selon Jean-Claude Kouassi, vient pour renforcer la cohésion entre les travailleurs encore en activité et les partants. « Notre objectif ici c'est, au-delà de perpétuer une tradition administrative qui tend malheureusement à disparaître, d'œuvrer à la cohésion entre nos personnels, de renforcer le sentiment

d'appartenance au ministère des Mines et de la Géologie et de consolider le lien indissoluble entre l'État et ses agents », a-t-il expliqué. Au cours de cette cérémonie, le représentant du gouvernement, entouré de ses plus proches collaborateurs, a annoncé deux mesures en faveur des agents à la retraite. A titre exceptionnel, ces anciens travailleurs vont percevoir deux trimestres de primes payées sur le fonds mines à compter du 1er janvier 2020. De même, le conseil de l'Ordre du mérite des mines se réunira en décembre pour arrêter la liste des récipiendaires qui seront distingués avant la fin du premier trimestre de l'année 2020. Avec une contribution au Pib de 2% en 2011, l'État fait du secteur des mines et de la géologie l'une de ses priorités. Fin 2018, sa contribution est passée à 4% et devrait franchir la barre de 4% à partir de 2020, selon les prévisions. ■

ANOHO KOUAO

## Amélioration de la qualité des produits financiers Les fournisseurs formés sur la médiation

Dans le cadre de l'amélioration du système financier, le gouvernement a créé l'Observatoire de la qualité des services financiers (l'Oqsf-Ci), avec pour mission d'améliorer la qualité des produits et services financiers de détail, protéger les consommateurs des produits et services et diffuser la culture financière. Après les consommateurs, c'était au tour des fournisseurs de services financiers (Fsf) de bénéficier de la formation organisée par l'Oqsf-Ci sur les opportunités de la médiation dans le règlement de différends, le 21 novembre à la Chambre de commerce et d'industrie, à Abidjan. Dans son propos introductif de la formation, le secrétaire exécutif de l'Oqsf-Ci, Moussa Mamadou, a formulé un ensemble de questions autour des problématiques qui seront abordées. « Que recouvre le concept "médiation" ? Quels en sont les enjeux et objectifs, les domaines d'application voire d'intervention ? Quels en sont les avantages



Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité public (au centre) a invité les partenaires à s'approprier l'Oqsf-Ci.

et opportunités en général, et pour les fournisseurs de services financiers en particulier ? Quels en sont les contraintes et les limites ? », s'est interrogé Moussa Mamadou. Il a notamment indiqué que l'objectif du séminaire est de contribuer à renforcer la confiance entre les Fsf (banques, institutions de microfinance, sociétés d'assurances, sociétés émettrices de monnaie électronique...) et leurs clientèles respectives.

Le directeur général du Trésor et de la comptabilité publique, par ailleurs président du conseil d'orientation de l'Oqsf-Ci, Assahoré Konan Jacques, est revenu sur les raisons qui ont motivé la création de l'observatoire. « La compétitivité de l'économie ivoirienne souligne avec acuité la nécessité de proposer en permanence aux consommateurs des produits et services plus adaptés, de meilleure qualité et à moindre coût. C'est pour relever ce

défi que l'État a créé l'Oqsf-Ci qui est un outil de gouvernance gratuit, inclusif, équitable et indépendant, placé au cœur de la relation entre les fournisseurs de services financiers et leurs clientèles », a-t-il déclaré. « C'est ce à quoi s'emploie justement l'observatoire qui, dans le cadre de sa mission de protection des consommateurs, s'est doté d'un dispositif de médiation financière conforme au corpus de l'Ohada », a-t-il poursuivi. S'exprimant sur les avantages de la médiation, le président de la chambre professionnelle de médiation et de la négociation de Côte d'Ivoire, Daugaux Kouassi Yannick, qui a assuré la formation, a indiqué que la médiation a cela d'essentiel que ce sont les parties en conflit qui font le règlement. « Ce n'est pas une solution imposée, car le médiateur n'est qu'un facilitateur qui aide les parties à trouver une dynamique par elles-mêmes pour discuter et parvenir à une solution à leur conflit », a-t-il mentionné. ■

DAVID YA

## Prix Pierre Castel

# Les lauréates célébrées à Abidjan au SARA 2019

Les récipiendaires de la 2<sup>e</sup> édition du Prix Pierre Castel ont été célébrées le 22 novembre 2019, sur le site du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara), route de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

Les lauréates de la 2<sup>e</sup> édition du prix Pierre Castel ont été célébrées le 22 novembre 2019, sur le site du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara), route de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

C'était en présence de nombreuses personnalités et invités parmi lesquels figurent les ministres ivoiriens, africains et français qui ont pris part à cette cérémonie.

Cette cérémonie s'est déroulée en marge de la conférence de haut niveau portant sur l'agriculture africaine face aux opportunités offertes par les innovations technologiques. Conférence animée par Abebe Haile-Gabriel, sous-directeur général et Représentant régional pour l'Afrique du Fonds des Nations unies pour l'alimentation.

Elle a enregistré la présence de Jean-Claude Palu, administrateur au groupe Castel et président du conseil d'administration



Le Prix Castel a été remporté par trois jeunes dames. (Photo : Dr)

de Solibra, représentant du président-fondateur du groupe Castel, Pierre Castel, celle du directeur général du fonds Pierre Castel, Pierre De Gaétan Njikam. Ainsi que de nombreuses personnalités du monde institutionnel, en-

trepreneurial et politique. De hautes autorités ivoiriennes, notamment le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, et le ministre de l'Environnement et du développement durable, Jo-

seph Séka Séka, ont pris part à cet événement qui a réuni à Abidjan les trois lauréates du prix Pierre Castel.

Le prix Pierre Castel, qui soutient et accompagne financièrement des projets initiés par de jeunes entrepreneurs africains dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire a été remporté par trois femmes. Elles ont perçu, chacune, un chèque de 10 millions F Cfa, et bénéficieront d'un mentorat.

Il s'agit de Florence Bassono du Burkina Faso. Son prix lui a été remis par Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, en présence de Boubacar Soré, directeur général de Belwet industrie, représentant le parrain, le

Larlé Naaba. Florence Bassono est à la tête de « Faso Attiéké », une société de production de l'attiéké. Sa structure s'est hissée au rang de première entreprise industrielle du pays et a entamé des démarches devant lui permettre de décrocher la certification ISO 22000. Pour elle, le Prix Pierre Castel comme un stimulant pour « Faso Attiéké ». Ce qui lui permettra de développer davantage son réseau de distribution.

Dr Diana Mfondoum est la lauréate venue du Cameroun. Elle a reçu son chèque des mains du ministre ivoirien de l'Environnement et du développement durable, Joseph Séka Séka, et en présence de son parrain, M<sup>r</sup> Jonathan Nyemb.

Le Dr Mfondoum est médecin chercheur. Son entreprise de phytothérapie, « The Moringa Company », produit un complément alimentaire sous forme de tisane. Cette tisane à des effets bénéfiques pour les porteurs du Vih et d'autres pathologies telles que la malnutrition, l'hypertension artérielle ou l'hypocalcémie. La lauréate a exprimé sa reconnaissance au groupe Castel et à son fondateur pour l'opportunité qui lui est offerte d'aller plus loin dans son activité.

La lauréate ivoirienne est Gladwis Yao. Son chèque lui a été remis par le ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, et en présence de son parrain, Francis Batista, directeur général de Solibra. Mme Yao est diplômée en botanique et phytothérapie. Elle a fondé, il y a 3 ans, la Société ivoirienne de transformation du vivrier (Sitrav). Une entreprise de production d'épices, de piment et de poivre, qui contrôle environ 60% du marché national dans son secteur.

Il faut souligner que Mme Yao a été déclarée super lauréate du prix Pierre Castel 2019 avec son projet de production et de commercialisation d'épices en poudre sous la marque Mako. La lauréate a remercié le groupe Castel, mais également son parrain, Francis Batista. Avec le prix Pierre Castel, elle compte augmenter sa capacité de production et la rentabilité de son entreprise ■

CHEICKNA SALIFOU

## Didier Guillaume (ministre français) salue Pierre Castel pour son « engagement en Afrique »

Avant la remise des prix, le directeur général du Fonds de dotation Pierre Castel, Pierre De Gaétan Njikam, a fait brièvement la genèse du Prix Pierre Castel. Il a rendu, par la suite, un hommage appuyé au patron du Groupe Castel, passionné par l'Afrique et soucieux de voir la jeunesse bénéficier de son potentiel. Selon M. Njikam, la vision de Pierre Castel est née de la « conviction d'une communauté franco-africaine d'entrepreneurs capables d'accompagner le continent africain dans cette dynamique vers l'émergence ». Pierre De Gaétan Njikam a remercié les autorités ivoiriennes, notamment le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire qui a « particulièrement œuvré pour que le Fonds de dotation Pierre Castel puisse

participer à cette exceptionnelle rencontre ». Jean-Claude Palu, représentant de M. Castel, a eu à l'endroit des lauréates, des mots d'encouragement. « Vous avez été choisies pour vos personnalités d'entrepreneures et le potentiel de vos projets. Nous vous mettons le pied à l'étrier. C'est à vous de faire le pas sûr. Nous serons là pour vous tenir la main », a signifié M. Palu.

Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a salué Pierre Castel, pour son « engagement en Afrique ». Il a indiqué que le Sara « a raison de mettre ces jeunes entrepreneurs à l'honneur parce que l'avenir du développement économique de l'Afrique passe par le développement de l'agriculture, des entreprises agroalimentaires ».

Quant au ministre ivoirien de l'Agriculture et du Dé-

veloppement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, il a été saisi par le fait que les lauréates de l'édition 2019 du Prix Pierre Castel étaient uniquement des femmes. Il a alors déclaré : « Mises dans les mêmes conditions que les hommes, les femmes font souvent mieux que les hommes. La preuve est là ».

Les trois lauréates du Prix Pierre Castel 2019 ont été jugées sur la force de leur activité, son impact social et économique sur l'écosystème local ainsi que sur les valeurs soutenues par le Fonds Pierre Castel, à savoir l'entrepreneuriat, la création de valeur, la pérennisation de l'emploi.

Le fait que le Prix Pierre Castel soit remis lors du Sara, salon de référence agricole de l'Afrique subsaharienne, est un formidable symbole ■

C. SALIFOU

## L'histoire du Fonds Pierre Castel

Le Fonds Pierre Castel a été créé en septembre 2017. Il vise à soutenir des projets initiés par de jeunes entrepreneurs africains dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Ce fonds rassemble des hommes et des femmes de bonne volonté qui mettent leur expertise au service d'une cause commune.

Pierre Castel et plusieurs personnalités engagées dans le devenir du continent

africain, dont Pierre Gaétan Njikam, décident de créer le Fonds de dotation Bordeaux-Afrique, qui deviendra le « Fonds Pierre Castel, Agir avec l'Afrique ».

Ils s'appuient pour cela sur le socle d'expériences du club Bordeaux-Cameroun France et notamment sur son programme de parrainage des jeunes entrepreneurs africains. Entre 2009 et 2017, ce programme a accompagné plus de 50 entrepreneurs issus de 5

pays d'Afrique subsaharienne : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal.

Il faut noter que le Prix Pierre Castel a été remis pour la première fois le 15 octobre 2018 à la Chambre de commerce et de l'industrie de Bordeaux. Trois pays étaient concernés par cette première édition : Burkina Faso, Cameroun et Côte d'Ivoire ■

C. S.

Après l'adoption du projet de budget-programmes 2020

# Les députés de l'opposition demandent un standing ovation pour Moussa Sanogo

Au terme de trois jours de discussion, les députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale ont adopté le projet de loi de finance 2020, dans la nuit du 21 au 22 novembre.

Le premier projet de budget-programmes de l'histoire de la Côte d'Ivoire a été bien bâti et le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, qui en est la cheville ouvrière, s'est montré brillant tout le long du processus. Ces compliments ne sont pas à prendre à la légère, puisqu'elles viennent des députés de l'opposition. Pendant les trois jours de travaux, les groupes parlementaires de l'opposition (Pdc, Rassemblement et Vox Populis) ont exécuté une consigne stricte qui était de voter l'abstention. En effet, après une séance marathon qui a démarré le 21 novembre à 10h pour s'achever le 22 novembre à 3h 40 minutes, par le vote du projet de loi de finances 2020, à la majorité des députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale, le député Gauzé Sépé, issu du Pdc-Rda, a adressé les félicitations et les encouragements de l'opposition au ministre Moussa Sanogo pour le travail abattu. « Des

gens nous diront : mais vous n'avez pas voté le budget qu'il a présenté. Ce n'est pas la qualité de son travail qui est en cause, mais c'est le jeu de la démocratie. Je dis au ministre : le travail est bien fait, qu'il sache que nous sommes avec lui », a-t-il déclaré, avant de demander un standing ovation pour le ministre du Budget. Tous les députés présents à l'hémicycle l'ont suivi en accordant, debout, des ovations nourries. Emu, mais pas surpris, le ministre Moussa Sanogo a salué, à la fin de la session, l'esprit républicain qui a prévalu tout le long des trois jours de discussion. Il a particulièrement exprimé sa satisfaction pour la qualité des échanges qui, nonobstant les difficultés liées à ce genre de processus, participe du renforcement de la transparence et de la bonne gouvernance. « J'ai été heureux de participer à un bel exercice. Tous autant que nous sommes avons écrit un bout de l'histoire de la Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré. Auparavant, Moussa Sanogo a défini dans l'exposé des motifs le contexte dans lequel cette loi de Finances a



Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a démontré la solidité de l'économie ivoirienne face aux députés de la Caef. (PH: DR)

été élaborée. Il a notamment indiqué que l'environnement socio-politique demeure favorable, à travers la mise en œuvre progressive des dispositions visant un déroulement paisible des élections de 2020. « La consolidation du dynamisme de l'activité économique et son caractère

inclusif se poursuit avec la réalisation de grands projets publics tels qu'inscrits dans le Plan national de développement (Pnd) 2016-2020, la mise en œuvre du Programme social du gouvernement (PsGouv) 2019-2020 qui entre dans sa dernière année d'exécution et l'amélioration

continue du climat des affaires », a-t-il poursuivi. Tiré par l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier les secteurs tertiaires (8,9% de progression), secondaire (9,9% d'augmentation) dont les contributions à la croissance sont estimées respectivement à 3,4% et 2,2%, l'augmentation de la richesse du pays devrait s'établir à 7,3% en 2020, loin devant la croissance de l'Économie mondiale qui ressortirait à 3,5%. Au total, les principales hypothèses soutenant les projections du projet de budget 2020 qui s'équilibre en ressources et en charges à 8061 milliards FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget de 2019, font ressortir notamment un taux de croissance du Pib prévu à 7,3% ; le cours moyen du pétrole brut attendu à 57,9 dollars us en 2020 ; le cours du cacao sur le marché international projeté à 2,4 dollars Us/kg en 2020 contre 1,8 dollar Us/kg en 2019 ; une bonne tenue de la demande tirée par le dynamisme des investissements (+ 13,9%) et la consolidation de la consommation

finale des ménages à +4,8%. La loi de Finances 2020 se caractérise par le basculement au budget-programmes, qui matérialise la mise en œuvre effective de la deuxième génération des réformes dans la gestion des finances publiques, initiées par l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Cette méthode privilégie une approche de budgétisation programmatique à moyen terme, associée à des objectifs de résultats assortis d'un cadre de référence pour leur évaluation. Le Budget-programmes exige aussi que les titulaires des postes ministériels se présentent devant les parlementaires pour expliquer leurs programmes et justifier les crédits ouverts pour les financer. Cette étape d'analyse sectorielle du projet de budget a précédé sa présentation dans sa globalité par le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. ■

DAVID YA

2<sup>e</sup> édition de la semaine de l'inclusion financière

## La Bceao sensibilise les populations

L'éducation financière permet aux populations les plus vulnérables d'être mieux outillées pour adhérer aux services financiers, opérer des choix éclairés et maîtriser la gestion de l'épargne. Elle renforce donc la confiance des consommateurs dans le système bancaire. Le directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), Chalouho Coulibaly, a fait cette déclaration, le 22 novembre, à l'espace Crae-Uemoa au Plateau, à l'occasion de la session de sensibilisation à l'éducation financière et la protection des consommateurs. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la deuxième édition de la Semaine de l'inclusion financière tenue du 18 au 23

novembre, à Abidjan. Autour du thème « La digitalisation au service de l'inclusion financière : enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'Uemoa ». Organisée par la Bceao, cette session permet à l'institution financière sous-régionale, selon le directeur national, d'aborder les risques liés à l'utilisation des services financiers numériques et les mécanismes visant à les maîtriser pour la protection des consommateurs. Chalouho Coulibaly fait remarquer que les autorités monétaires, conscientes des enjeux de l'éducation financière, ont inscrit cette thématique dans la stratégie régionale d'inclusion financière des États membres de l'Uemoa. Ce, en vue de permettre l'accès permanent des populations



Le directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), Chalouho Coulibaly. (PH: DR)

rurales, des femmes, des jeunes et des Pme à une diversité de produits financiers à des coûts abordables. « Toutefois, au regard de l'émergence du numérique qui pose le problème de la

sécurisation des transactions et la protection des données personnelles, des mécanismes modernes de protection des consommateurs des services financiers doivent être mis en place pour assu-

rer une relation transparente entre les professionnels et les acteurs desdits services ; afin de renforcer la crédibilité et la proximité du secteur financier avec la population », a-t-il préconisé devant un parterre d'invités constitués d'organisations de consommateurs, d'étudiants et d'acteurs du système financier. Le responsable national de la Bceao estime que l'atteinte des objectifs de la stratégie régionale de l'inclusion financière passe nécessairement par la capacité des consommateurs à utiliser de manière adéquate et efficace les services financiers et par le renforcement de leurs connaissances en matière financière. Le représentant du ministre de l'Économie et des Finances, Fanny Siaka, a, pour sa part, souligné que l'édu-

cation financière joue un rôle important dans le changement de comportement des populations vis-à-vis des produits financiers en vue de leur permettre de mieux gérer leurs ressources et d'être moins victimes des arnaques. L'émissaire d'Adama Coulibaly précise qu'en Côte d'Ivoire, l'éducation financière est une composante importante dans la stratégie nationale de l'inclusion financière. « Sur le plan national, depuis 2012, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle met en œuvre un programme d'éducation financière orienté vers le monde éducatif », a soutenu Fanny Siaka. ■

ÉMÉLINE P. AMANGOUA

• Sara 2019

# L'agriculture française à l'honneur

La deuxième journée du Salon a été dédiée à la France, pays à l'honneur de la présente édition.

**D**idier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a présidé le 23 novembre, l'ensemble des activités organisées dans le cadre de la deuxième journée de la 5<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara 2019). Notamment la signature de trois conventions au pavillon de la France sur l'espace des expositions situé route de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët. Le premier accord a été signé entre l'Institut national de la formation professionnelle agricole de Côte d'Ivoire (Infpa) et la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (Dger) du ministère français de l'Agriculture, portant sur la formation réciproque des étudiants des deux pays par les deux institutions. Le deuxième accord a été paraphé par la Chambre nationale d'agriculture de Côte d'Ivoire et celle de la Région



Signature de convention entre parties française et Ivoirienne au Sara. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

d'Auvergne-Rhône-Alpes en France. Outre la conceptualisation de projets communs, les deux chambres - en partenariat avec l'école d'Agronomie de Yamoussoukro et 2 ONG - s'approprient à répondre en février 2020, au projet européen Archipelago, pour intensifier leur coopération dans le champ de la formation. Le troisième accord concerne la création de la chaire "Innovation agricole en Afrique" par la Fondation Pierre Castel. Didier Guillaume a salué le dynamisme de la nouvelle orientation que les gouvernements ivoirien et français ont donnée à la coopération entre les deux pays dans le domaine de la formation à travers le Hub régional franco-ivoirien pour l'éducation. D'autant qu'il s'agit de permettre de passer son diplôme français en Côte d'Ivoire, grâce à cette plateforme qui réunit aujourd'hui plus de 70 formations, du bac au master. ■

ABOUBAKAR BAMBA

## • Ivoiriens et Français engagés en faveur d'un commerce équitable

**L**e lancement officiel de la seconde phase du programme Équité, en présence de Didier Guillaume, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a constitué l'un des grands axes de la journée dédiée à la France lors de la présente édition du Sara 2019. Étant attendu que le commerce équitable milite pour des échanges commerciaux respectueux des producteurs et de l'environnement. Il porte une vision du commerce au service d'économies plus inclusives et du développement durable. Le commerce équitable propose aux entreprises et aux organisations de producteurs des partenariats économiques équilibrés basés sur des prix minimum, une prime de développement versée à la coopérative et des engagements commerciaux pluriannuels, selon Christophe Boscher, responsable programme équité chez Avsf. Il incite aussi les consommateurs à affirmer leurs préférences pour des produits plus justes et plus durables, selon lui. En identifiant le commerce équitable comme un outil efficace d'atteinte de l'ensemble des Objectifs du Développement Durable, l'AFD a décidé de financer une seconde phase du programme Équité sur la période 2019-2023, piloté par Commerce



Émilie Durochat et Christophe Boscher (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> à partir de la droite) en compagnie du ministre Didier Guillaume (2<sup>e</sup> à partir de la gauche).

équitable France, Avsf (agronomes et vétérinaires sans frontières) et leurs partenaires ouest africains, a fait savoir Émilie Durochat, déléguée générale adjointe de Commerce équitable France. L'objectif étant de booster les filières de commerce équitable de cacao, karité, anacarde, fruits et artisa-

nat dans six pays : Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Ghana, Togo et Bénin. À en croire Émilie Durochat, cette nouvelle phase d'un montant d'environ 7,5 milliards de FCfa (11,5 millions d'euros) ambitionne de mettre à l'échelle une approche qui a fait ses preuves et de promouvoir des prix plus

équitable, stables et rémunérateurs aux producteurs pour lutter contre la pauvreté. Mais également pour leur donner les moyens d'investir dans des modes de production plus résilients et d'enrayer la déforestation. ■

A. BAMBA

### Propos recueillis

**Vanessa Paillet** (directrice commerciale, Bio-Mar) « **L'Ivoirien entend être un consommateur-acteur** »

Nous notons un réel engouement des populations de Côte d'Ivoire. Surtout ce samedi où de nombreuses familles ont effectué le déplacement. Ce que nous remarquons de particulier, c'est que les prestataires mettent en avant la durabilité. Parce que le consommateur ivoirien – à l'instar des consommateurs africains en général – est à l'écoute de ce qu'il va manger. Et c'est l'un des points positifs que nous saluons et que le Sara aide à valoriser et vulgariser. Surtout que nous constatons que l'Ivoirien entend être un consommateur-acteur. Et ça, c'est nouveau.

rencontrer d'éventuels partenaires. Pour une première, nous découvrons le pays grâce aux échanges avec les nombreuses structures ivoiriennes qui exposent aussi. Nous sommes agréablement surpris par le niveau de curiosité des Ivoiriens. Parce qu'ils veulent s'imprégner de toutes les solutions proposées au Salon.

**Bernard Hubert** (Membre de l'Académie de l'agriculture de France).

« **Mettre les nouvelles technologies au service de l'agriculture** »

Les discussions ont permis de mieux appréhender la nécessité de mettre les nouvelles technologies au service de l'agriculture pour gérer efficacement le capital naturel (eau, sol,) qui met des millions d'années à se constituer. C'est en cela que les nouveaux codes de l'eau et de la forêt – notamment en Côte d'Ivoire – sont à saluer. Mais les échanges ont aussi souligné l'urgence de renforcer le dispositif de partage des bonnes pratiques et des technologies accessibles au plus grand nombre ■

A. BAMBA

**Magali Bogaert** (Déléguée générale, Sfet) « **Nous sommes agréablement surpris par le niveau de curiosité** »

Nous avons en face un public de professionnels notamment et cela fait du Sara, une réelle opportunité pour nouer des partenariats. Surtout que nous avons également des rendez-vous hors du site pour

• Valorisation des savoir-faire

# Le gouvernement veut labéliser plusieurs produits locaux

Établir la cartographie des produits typiques ivoiriens afin de les intégrer aux plans nationaux de développement via les collectivités territoriales. Telle est l'ambition affichée par le gouvernement depuis quelques années. Une vision sur laquelle a insisté le ministre Souleymane Diarrassouba, en charge du Commerce et de l'Industrie, le samedi 23 novembre dernier à la 2ème journée du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara) qui se tient au parc d'exposition d'Abidjan dans la commune de Port-Bouet. À l'ouverture d'un panel dédié à la labélisation des produits du terroir ivoirien, le ministre Souleymane Diarrassouba a indiqué que, sur la période 2012-2014, le projet national Indications géographiques protégées (Igp) et des marques collectives a permis de conduire dans une démarche Igp et marques collectives, huit produits locaux. Il



Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce et de l'Industrie. (PH : PORO DAGNOGO)

s'agit notamment de la toile artisanale de Korhogo ; le cacao de soubri ; le café des montagnes de Man ; le riz des montagnes de man ; la mangue kent des savanes ; la poterie de Katiola ; le pagne baoulé et l'attiéké de Grand-Lahou. « Tous ces produits sont en réalité des produits made in Côte d'Ivoire protégés et expriment clairement le savoir-faire ivoirien et l'identité culturelle du pays », s'est réjoui le ministre. Qui, pour lever tout équivoque à propos des appellations, a fait une précision de taille : « L'attiéké de Côte d'Ivoire est différent de la semoule de manioc. Partout dans le monde lorsqu'on entendra attiéké, on devra se rappeler que c'est ivoirien », a-t-il souligné avant d'indiquer que, « le ministère du Commerce entend poursuivre les initiatives engagées pour faire aboutir la labélisation des produits dont la démarche est engagée et initier la labélisation de nouveaux produits », a promis Souleymane Diarrassouba.

Concernant les cas spécifiques de l'attiéké et du pagne baoulé, la démarche de labélisation est très avancée, mais pour qu'elle aboutisse effectivement, il faudra l'implication de tous les acteurs selon Denis Bohoussou, directeur général de l'Oapi. « Nous sommes à une autre étape de la valorisation de ces deux produits. Un travail préparatoire a été fait, nous sommes à la dernière qui consiste à y mettre un label de qualité. Ça peut prendre encore deux à quatre ans », a-t-il fait savoir. Et d'ajouter que, la labélisation va donner de la valeur ajoutée. « La labélisation va confirmer la qualité du produit et fera que le consommateur acceptera de l'acheter plus cher », a laissé entendre le directeur général de l'Oapi. À noter que cette deuxième journée du Sara était dédiée à la France, pays à l'honneur de cette 5ème édition. ■

FRANCIS KOUAMÉ

## Félix Anoblé, ministre de la Promotion des Pme

### « Le Sara est une opportunité pour les Pme agricoles de valoriser les produits transformés »



Le ministre de la Promotion des Pme, lors de la visite des stands. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

Le ministre de la Promotion des Pme, Félix Anoblé, s'est rendu le vendredi 23 novembre à la 5<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara), qui a ouvert ses portes, le 22 novembre au Parc d'exposition, dans la zone aéroportuaire de Port-Bouet. Il a visité plusieurs stands appartenant à différentes coopératives de viviers, mais aussi des stands

de Pme évoluant dans le domaine agricole. « Le Sara a pour objectif de faire la promotion de l'agriculture ivoirienne. Aujourd'hui, le Président Alassane Ouattara souhaite la transformation de nos produits agricoles. Cet événement est une opportunité offerte à l'ensemble des producteurs ivoiriens, non seulement pour ceux qui sont dans la grande production brute de réfléchir à la transformation et pour ceux qui

ont démarré la transformation de présenter et valoriser les produits transformés sur le marché international », a confié l'émissaire du gouvernement, à l'issue de la visite. Le ministre n'a pas manqué de souligner que le Sara constitue une plateforme permettant aux Pme agricoles de nouer des partenariats avec des investisseurs étrangers. ■

ÉMÉLINE P AMANGOUA

## Propos recueillis

Lagaud Alain (visiteur)  
« Le Sara fait la fierté de tout Ivoirien »



C'est un grand événement pour nous. Je ne pouvais m'empêcher de venir visiter ce salon qui est une vitrine nationale. À mon sens, le Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan fait la fierté de tout Ivoirien, de la Côte d'Ivoire. Je suis venu découvrir les potentialités qui existent ici. C'est tellement encourageant que je ne suis pas venu seul. J'espère repartir d'ici tout satisfait. Les populations devraient venir nombreuses pour découvrir les opportunités de ce Salon.

Abdoulaye Kanté (éleveur malien)

« Nous ne nous ennuyons pas au Sara »  
Depuis le Mali, mes collègues m'ont fait savoir que le Sara était très intéressant, qu'il présente de nombreuses opportunités. Alors, je me suis dit que je ne devais pas manquer ce rendez-vous en 2019. Pour ces premiers jours, je peux vous dire que je suis beaucoup satisfait. Les visiteurs sont nombreux, ils cherchent à comprendre beaucoup de choses. Cela ne peut que me faire plaisir. Nous ne nous ennuyons pas au Sara. Si Dieu le permet, je prendrai encore part à la prochaine édition. Nous encourageons les autorités à continuer de promouvoir cette plateforme.

Bah Moussa (éleveur ivoirien)  
« Grâce au Sara, nous pouvons montrer notre savoir-faire »

Depuis 1999, j'ai été à toutes les éditions du Sara. C'est un important rendez-vous que je ne peux me permettre de manquer. Il offre de nombreuses opportunités, une véritable vitrine pour exposer notre savoir-faire. Grâce au Sara, nous pouvons montrer au monde entier ce que nous savons faire, notre savoir-faire. Nous pouvons montrer aux gens que nous savons encadrer nos éleveurs, nous savons élever les animaux et en prendre soin. Chaque jour,

les visiteurs viennent nombreux pour comprendre comment nous travaillons, ils nous posent beaucoup de questions.

Bintou Siby (Visiteuse, démarcheuse)  
« Le Salon est esthétique, attrayant »



Je suis venue chercher des clients ici. Je veux prendre attache avec des personnes qui peuvent me proposer des produits naturels de beauté. Nous les Africains qui vivons en Europe en avons besoin. C'est la 2<sup>e</sup> fois que je viens au Sara. En si peu de temps, il y a eu de nombreux changements. Le Salon est esthétique, attrayant. Il présente aussi un aspect touristique. Nous pouvons venir visiter les stands avec les enfants ■

A. KOUAO

## Promotion du capital humain

# La Banque mondiale félicite la Côte d'Ivoire

La vice-présidente de la Banque mondiale en charge du capital humain, de passage à Abidjan, a exprimé sa satisfaction face aux efforts du gouvernement en matière de santé, d'éducation et du social.



Annette Dixon a eu une séance de travail fructueuse avec les autorités ivoiriennes.

La vice-présidente de la Banque mondiale, chargée de la promotion du capital humain, Annette Dixon, a rencontré le 23 novembre, en fin d'après-midi, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Aka Aouélé, en marge de la 9<sup>e</sup> réunion du Global financing facility (GFF), un mécanisme mondial de financement. La rencontre de la salle Daoukro du Sofitel Hôtel Ivoire avait pour objectif d'évaluer les efforts du gouvernement ivoirien en matière de développement du capital humain qui prend en compte, outre la santé, le social et l'éducation. Mais surtout envisager les perspectives de l'assistance financière des bailleurs de fonds en matière de santé en Côte d'Ivoire. La vice-présidente de la Banque mondiale, Annette Dixon, a officiellement félicité le gouvernement ivoirien pour les efforts en matière de santé pour garantir l'accès aux soins à toutes les couches de la population. Et ce, suite aux différents rapports établis, mais surtout l'exposé fait par le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène Aka Aouélé. « Je voudrais féliciter le gouvernement ivoirien pour ses efforts en matière de santé », a indiqué Annette Dixon. Dans son programme social, le gouvernement ivoirien a mis les bouchées doubles en matière de santé en Côte d'Ivoire. Un des axes majeurs de cet engagement est l'amélioration de l'indice de mortalité

maternelle, infantile et néo-natale. Pour ce faire, au début de l'année 2019, le ministère de la Santé a organisé un dialogue national pour le financement de ce secteur. D'où le budget de 1658 milliards F Cfa sur 5 ans qui a été adopté pour s'attaquer aux priorités en matière de santé. Mieux, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly traduit, depuis, en acte, sa promesse d'augmenter chaque année le budget alloué à la santé. A cela il faut ajouter plusieurs réformes. Il s'agit de la mise en œuvre de la Couverture maladie universelle, le programme élargi de vaccination (Pev) désormais obligatoire pour les enfants de 0 à 11 mois, avec en prime des sanctions réservées aux parents qui ne se soumettraient pas à cette obligation. Dans la même veine, la Côte d'Ivoire vient d'introduire au Pev le vaccin anti papillomavirus humain (Hpv) dans les vaccins de routine pour la lutte contre le cancer du col de l'utérus. Qui est gratuit et obligatoire pour toutes les jeunes filles dès l'âge de 9 ans. Le ministre Aka Aouélé a aussi rappelé les réformes hospitalières et pharmaceutiques pour les rendre plus performantes. La gestion des structures sanitaires se fait désormais par objectif de résultats. Au niveau pharmaceutique, les pharmacies des hôpitaux sont régulièrement fournies en médicaments. Il faut aussi noter la gratuité de l'école. Face à

ces efforts, la Banque mondiale qui a déjà dégagé une enveloppe de plus de 120 milliards Fcfa (200 millions de dollars) pour soutenir les priorités de santé en Côte d'Ivoire, ne veut pas s'arrêter en si bon chemin. D'où les félicitations de la vice-présidente de la Banque mondiale ■  
MARC YEVOU



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPEMENT

### APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS PARTICIPATION A LA FOIRE DE FETES DE FIN D'ANNEE ORGANISEE SUR LES SITES DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPEMENT A ABIDJAN

Madame/Monsieur,

1. La Banque Africaine de Développement ci-après dénommée «BAD» invite par la présente, les entreprises, entrepreneurs, créateurs, fabricants éligibles à manifester leur intérêt pour participer à la Foire de Fêtes de Fin d'année 2019 qu'elle organise dans ses locaux (Immeuble Siège de la BAD et à l'immeuble CCLIA), à Abidjan - Plateau.
2. Cet évènement a pour but de créer une Marché de Noël où tous les professionnels des domaines d'activités ci-dessous listés viendront présenter leurs produits et services au Personnel de la BAD en prélude des fêtes de fin d'année dans une ambiance festive.
3. Date de la Foire : 09 au 20 Décembre 2019.
4. Les Professionnels intéressés à participer à cette Foire, sont priés de manifester leur intérêt au plus tard le 29 Novembre 2019 à l'adresse suivante :  
  
**Département des Services Généraux et des Achats**  
**Banque Africaine de Développement**  
**Bureau 17S022 – Immeuble Siège de la BAD**  
**Adresse : 6, Avenue Joseph Anoma,**  
**01 BP 1387 Abidjan Plateau**  
**Téléphone +225 20 26 29 71**  
**E-mail : [tender@afdb.org](mailto:tender@afdb.org)**
5. Par ailleurs, il est demandé à tous les candidats de joindre à leur dossier de Manifestation d'Intérêts,
  - Brochures et des visuels présentant l'entreprise ainsi que les œuvres et produits commercialisés ;
  - Une copie des statuts de la société ;
  - L'immatriculation au registre du commerce
6. Après examen des différentes Manifestations d'intérêts qui seront reçues des candidats potentiels, la Banque envisage d'organiser une conférence avec ces derniers afin d'échanger sur les modalités pratiques de mise en œuvre de ce projet.

Dans l'attente de votre confirmation, la Banque vous remercie d'avance d'avoir bien voulu examiner le présent Appel à Manifestation d'intérêts.

# 4<sup>e</sup> édition du Sommet mondial sur le genre Les assises s'ouvrent à Kigali aujourd'hui

Après Istanbul (Turquie), Manille (Philippines) et Washington DC (États-Unis), Kigali est la première ville africaine à accueillir le quatrième rendez-vous mondial sur le genre.



Le Dr. Akinwumi A. Adesina, président de la Bad, affiche un réel engagement sur la question du genre en Afrique.

Le Sommet mondial sur le genre. Un événement biennal organisé par les Banques multilatérales de développement (Bmd), a démarré aujourd'hui. Et ce, jusqu'au 27 novembre à "Kigali convention center" au Rwanda. Cette année, les assises sont organisées par la Banque africaine de développement (Bad) en étroite collaboration avec le Groupe de travail sur le genre des Bmd et sous l'égide du Gouvernement rwandais. Plus de 600 participants issus des gouvernements, des institutions de développement, du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire prennent part à ce grand rendez-vous. Et la Côte d'Ivoire y est présente...

Sous le thème « *Éliminer les obstacles à l'égalité des sexes* », les discussions porteront sur les principaux obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La cérémonie d'ouverture de ce matin est présidée par Paul Kagame, président de la République du Rwanda, dont le discours est très attendu. « *L'objectif principal du sommet est de partager les meilleures pratiques et de catalyser les investissements afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes en Afrique et dans le monde* », a annoncé le Dr. Akinwumi A. Adesina, président de la Bad. Plusieurs activités sont à l'agenda, notamment des conférences, panels, rencontres d'affaires, etc. Il est également prévu le lancement de l'Index sur le genre en Afrique ainsi que le méca-

nisme de partage des risques Afawa 15 et le Rapport sur le pouvoir de la parité en Afrique. À cela, s'ajoutent les initiatives "Libérer l'accès des femmes au financement en Afrique" et la plateforme de réseautage pour mettre en relation 50 millions de femmes entrepreneurs en Afrique encore appelée "50 millions de femmes africaines ont la parole" ainsi que la plateforme numérique "Fashionomics Africa", etc. Ce sont autant d'initiatives que le sommet de Kigali va lancer en faveur des femmes du continent noir. Trois jours durant, décideurs politiques, experts, acteurs de la société civile interagiront autour de trois dimensions essentielles pour aller à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit d'intensifier les financements innovants ; favoriser un environnement favorable (juridique, réglementaire et institutionnel) et assurer la participation et la voix des femmes. Ces discussions, faut-il le souligner, s'articuleront autour de trois grands domaines à savoir le changement climatique, le développement du secteur privé, le capital humain et l'emploi productif. La révolution numérique, elle, sera abordée tout au long des sessions en tant que sujet transversal. Le rendez-vous de Kigali s'annonce donc sous de grands auspices pour la génération féminine en Afrique. Au terme de ces assises, plusieurs engagements seront pris en faveur de l'autonomisation des femmes par les parties prenantes. Et chaque État africain est invité à concrétiser ■

GUY-ASSANE YAPY  
ENVOYE SPECIAL A KIGALI

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Projet de Promotion de l'Accès des Jeunes Filles à l'Éducation Secondaire (PPAJFES)-BID

Accords de Prêt BID Ijarah N°CIV0043 & Istisna'a N°CIV0044 du 17 avril 2016  
Accord de Prêt OFID N°1705P du 22 février 2016

---

**AVIS DE RESULTATS**

**DDP N°RSP51/2018**

**Sélection d'un (01) Cabinet d'architecture pour les études architecturales et techniques, le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (03) lycées d'excellence à base 4 de jeunes filles avec internat dans les localités d'ABIDJAN (Abobo), de DIMBOKRO et de BONDOUKOU – Lot (01)**

**I. ATTRIBUTAIRE**

**NOM :** SATA AFRIQUE

**ADRESSE :** Siège social, Burkina Faso – 435, rue 6 -13 Secteur 6 - 01 BP 3610 Ouagadougou 01 - Tel : (+226) 25 30 27 11 – mail : [infos@satafrique.com](mailto:infos@satafrique.com)

**MONTANT DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**MONTANT DE L'OFFRE EVALUE :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**MONTANT DU MARCHÉ :** 645 638 625 F CFA HT, soit 761 853 578 F CFA TTC

**II. CONSULTANTS DONT LES OFFRES ONT ETE EVALUEES**

Consultants	Évaluation technique		Évaluation financière			Évaluation combinée		Classement
	Scores techniques	Scores pondérés	Montants évalués (F CFA/HT)	Scores financiers	Scores pondérés	Scores	S(t) T + S(f) F	
Groupement STUDI INTERNATIONAL / CEFACL	90,58	72,46	1 397 585 067	46,62	9,32	81,78	4 <sup>ème</sup>	
Groupement HYDRO-CO/ATELIER VOHOU ARCHITECTURE	88,93	71,14	772 000 000	84,39	16,88	88,02	2 <sup>ème</sup>	
SATA AFRIQUE	88,40	70,72	651 494 475	100	20	90,72	1 <sup>ère</sup>	
Groupement AGECEC-BTP/KEOPS	87,00	69,90	1 090 050 000	59,77	11,95	81,55	5 <sup>ème</sup>	
CABINET HIRAM	86,58	69,25	719 050 000	90,61	18,12	87,37	3 <sup>ème</sup>	
Groupement ECG/ICCATEX INTERNATIONAL	80,78	64,62	1 112 796 030	58,55	11,71	76,33	6 <sup>ème</sup>	

**NB :** Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous adresser à l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet  
Abidjan, Cocody - II Plateaux 7ème Tranche ; ilot n° 227 ; lot n° 2684  
Tél. (225) 57 65 68 53  
E-mail : [ugp.pcelfi3@gmail.com](mailto:ugp.pcelfi3@gmail.com)

# Opération "Agir pour les jeunes"

## Gon Coulibaly remet des chèques à 500 bénéficiaires du Hambol ce mercredi

Le Premier ministre fera des heureux parmi les jeunes à l'occasion de la visite du Chef de l'État.



toute l'étendue du territoire national. À travers ce programme d'entrepreneuriat, piloté par l'Agence emploi jeunes (Aej), le gouverne-

ment entend lutter efficacement contre le chômage des jeunes en encourageant l'auto-emploi. Les bénéficiaires du projet

reçoivent, à titre individuel, un prêt plafonné à 1 000 000 de F Cfa pour la création d'une Activité génératrice de revenus (Agr).

Pour les projets collectifs, le financement culmine à 2 500 000 de F Cfa ■

GERMAIN GABO

Les premiers bénéficiaires de l'opération « Agir pour les jeunes », lancée le 2 septembre dernier par le ministre Mamadou Touré, vont recevoir leurs chèques ce mardi 27 novembre des mains du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Ce sont 500 jeunes porteurs de projets du Hambol, qui recevront leur financement, en marge de la visite d'État du Président de la République Alassane Ouattara dans

la région. Cette première vague recevra une enveloppe d'un montant de 256 410 000 F Cfa. Les autres bénéficiaires du projet, qui vise 19 500 jeunes à l'échelle nationale, percevront leur financement progressivement. Les remises de chèques se feront dans 45 villes et localités de Côte d'Ivoire. À la clôture des inscriptions pour ce programme, le 30 septembre 2019, plus de 93 000 jeunes Ivoiriens, âgés de 18 à 40 ans, ont été enregistrés sur

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Projet de Promotion de l'Accès des Jeunes Filles à l'Éducation Secondaire (PPAJFES)-BID

Accords de Prêt BID Ijarah N°CIV0043 & Istisna à N°CIV0044 du 17 avril 2016  
Accord de Prêt OFID N°1705F du 22 février 2016

### AVIS DE RESULTATS

#### DDP N°RSP52/2018

**Sélection d'un (01) Cabinet d'architecture pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (03) lycées d'excellence à base 4 de jeunes filles avec internat dans les localités de San-Pedro, de Daloa et d'Odienné – Lot (02)**

#### I. ATTRIBUTAIRE

**NOM :** Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC

**ADRESSE :** 03 BP 2388 Fidirossé Jacquot 03 – Tel (229) 21 30 39 75

**MONTANT DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT :** 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

**MONTANT DE L'OFFRE EVALUE :** 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

**MONTANT DU MARCHÉ :** 757 200 000 F CFA HT, soit 893 496 000 F CFA TTC

#### II. CONSULTANTS DONT LES OFFRES ONT ETE EVALUEES

Consultants	Evaluation technique		Evaluation financière			Evaluation combinée	
	Scores techniques	Scores pondérés	Montants évalués	Scores financiers	Scores pondérés	Scores	Classement
	S(t)	S(t) * T	(F CFA/HT)	S(f)	S(f) x F4	S(t) T + S(f) F	
Groupement TRIUMPHUS/BANCA ENGINEERING/SIC	89,60	71,68	757 200 000	100	20	91,68	1 <sup>ère</sup>
Groupement FACE/IDC	83,83	67,06	875 299 750	88,51	17,30	84,36	3 <sup>ème</sup>
Groupement SONED AFRIQUE CAAS /BANI	81,96	65,57	789 447 125	95,92	19,18	84,75	2 <sup>ème</sup>
Groupement CAEM/ MEMO/ DELTA INTERNATIONAL	81,55	65,24	1 375 497 699	55,05	11,01	76,25	4 <sup>ème</sup>

**NB :** Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous adresser à l'Unité de Gestion du Projet à l'adresse suivante :

Unité de Gestion du Projet  
Abidjan, Cocody - Il Plateaux 7<sup>ème</sup> Tranche ; lot n° 227 ; lot n° 2684  
Tél. (225) 57 65 68 53  
E-mail : ugp.pcelfi3@gmail.com

## Troubles de l'audition L'Oipa rassemble les 22 porteurs d'implants de Côte d'Ivoire

C'est dans une ambiance conviviale que s'est tenue, le 23 novembre à Yopougon (Abidjan), la première édition des journées familiales consacrées aux personnes porteuses d'implants cochléaires en Côte d'Ivoire. Plus connus sous l'appellation d'implants auditifs, ces appareils médicaux, une fois installés dans l'oreille via une intervention chirurgicale, améliorent nettement la perception auditive des patients. Cette rencontre a réuni les 22 enfants implantés auditifs du pays, ainsi que leurs parents. C'est une initiative de l'Organisation ivoirienne pour la parole et l'audition (Oipa). Placée sous le thème : « Mon voyage avec l'implant cochléaire », cette journée a été l'occasion pour les enfants implantés d'exprimer leur joie de vivre retrouvée. Selon l'ini-

tiateur de cette journée, le Pr Rith Pascal Adjoua, président de l'Oipa, cette rencontre visait aussi à mettre en relation les parents de ces enfants implantés, en vue de créer une plateforme de collaboration. «Après le placement de l'appareil auditif, survient la phase de rééducation et d'entretien du dispositif auditif. L'implantation peut aussi générer de nombreux problèmes, qui peuvent s'avérer complexes pour certains parents dans bien des cas. Il était important de fédérer ces parents au sein d'une organisation pour favoriser leurs partages d'expériences et les échanges d'informations», a-t-il expliqué. Aussi cette rencontre a-t-elle servi de cadre pour jeter les bases de la création d'une association des parents d'enfants implantés auditifs en Côte d'Ivoire. ■

DRAMOUS YÉTI

# Programme de formation Public-Amp 38 haut cadres de l'administration publique reçoivent leurs diplômes

La cérémonie de graduation a eu lieu samedi 23 novembre, à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères sis à Abidjan-Plateau.

La deuxième promotion du Public advanced management program (Public-Amp) a été diplômée le 23 novembre, au cours d'une cérémonie de graduation à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères sis à Abidjan-Plateau. C'était en présence des représentants de plusieurs ministères et de l'administration publique, parents et amis que ces cadres dont Serges Abdel Nouho, directeur général adjoint du groupe Fraternité Matin, que les 38 auditeurs ont reçu leurs parchemins. Serges Abdel Nouho s'est dit fier et heureux de mettre cet acquis au service de Fraternité Matin. A cet effet, il a indiqué :

« C'est une grande fierté d'avoir franchi le pas par rapport à nos perspectives professionnelle et familiale. En ce qui me concerne, l'une des valeurs ajoutées essentielles de cette formation, sur le plan professionnel, est la conduite du changement. Nous avons appris que le changement doit se conduire avec l'implication des uns et des autres au sein de l'entreprise ».

Selon lui, à partir de ce fait, il faut intégrer les travailleurs et surtout partager la vision avec eux. Car ceux-ci doivent connaître l'orientation que les dirigeants veulent impulser à l'entreprise.

« L'on dit souvent que si tu as le meilleur chauffeur du monde et que tu ne lui indiques pas la direction à prendre, il va tourner en rond. Nous avons donc besoin dans la conduite de



Les diplômés et les dirigeants de Mde et de l'Enap ont immortalisé l'événement.. (PHOTOS : D. R)

changer de tenir compte de ces paramètres. C'est-à-dire impliquer tout le monde et surtout partager la vision de l'entreprise pour obtenir l'engagement de tous », a-t-il exposé. Avant d'ajouter : « Nous ne cherchons pas l'obéissance des travailleurs mais leur engagement. Dans la conduite de changement dans laquelle nous sommes aujourd'hui, à Fraternité Matin, avec le plan de redressement qui est en cours et la transition dans laquelle nous nous sommes engagés, il est impératif pour nous de changer de comportement. Et de prendre en compte le fait que l'État est en train de travailler sur les objectifs à fixer à Fraternité Matin. Ceux-ci amènent l'entreprise à adop-

ter un comportement du privé, à savoir vers une gestion axée sur le résultat. C'est ce qu'il faut retenir de fondamental par rapport à ce que cette formation va apporter à Fraternité Matin ».

Auparavant, Louis Côté, le représentant de l'École nationale d'administration (Enap) du Québec, a rappelé l'importance de l'administration publique dans un État. « L'administration publique est le premier et principal outil de tout État. Sa compétence et son dévouement sont absolument essentiels pour le développement d'une société. Pas d'État stratège qui oriente et soutient l'action de sa société sans administration publique efficace et efficiente, capable

de définir et d'appliquer de bonnes politiques et de bons programmes, et ce aux meilleurs coûts », a-t-il déclaré. S'adressant aux diplômés, le représentant de l'Enap leur a demandé de collaborer à l'édification d'une telle administration et à être ainsi les vecteurs du développement de leur pays « car à l'instar des autres pays, la Côte d'Ivoire est appe-



Serges Abdel Nouho, directeur général adjoint de Fraternité Matin, recevant son certificat des mains de Antoine Loth, professeur à Mde.

lée à relever des défis déterminants pour son avenir ». Le Public-Amp est né de la collaboration entre Mde Business school et l'Enap du Québec. Cette formation dispensée par ces deux écoles est destinée aux hauts Fonctionnaires qui sont emmenés à assumer un leadership et des charges à fort impact sur la société. Les compétences conférées leur

permettent de motiver et diriger leurs équipes, d'affiner leur prise de décision dans tous les domaines et d'implémenter un modèle de gestion soutenue par une stratégie bien définie et ce, sans perdre de vue l'intérêt général, le caractère humaniste de l'organisation et l'engagement au service du citoyen ■

DAVID YA

## Inclusion financière

### La Côte d'Ivoire vers un taux de 75%

Selon les données de la Banque centrale, le taux global de digitalisation des services financiers ou taux d'inclusion financière ressort en 2018, pour l'Union, à 57,1% et à 70,4% pour la Côte d'Ivoire (...) et pourrait amener le pays, dès 2020, à atteindre l'objectif de 75% au niveau de l'Uemoa ». Ces propos sont d'Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances. Le représentant du gouvernement s'exprimait le 23 novembre à l'espace Crrae-Umoa, au Plateau, à l'occasion de la foire de l'inclusion financière dont l'organisation marque la fin de la 2<sup>ème</sup> édition de la Semaine de l'inclusion financière dans l'Union économie et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Pour le ministre, « la poursuite de la dynamique en cours est poussée

notamment par les services financiers numériques qui contribuent pour 49,5% au taux d'inclusion financière de 70,4% ». En outre, Adama Coulibaly a félicité la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest pour l'organisation, de cet événement qui se tient depuis le 18 novembre, dans les huit pays membres de l'Uemoa. Le ministre a également invité les exposants à la foire à édifier les visiteurs sur les produits et opportunités disponibles, à être également à l'écoute des usagers afin de mieux cerner les nouveaux besoins, en vue d'y apporter les réponses appropriées. Le directeur national de la Bceao pour la Côte d'Ivoire, Chalouho Coulibaly, n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction face aux avancées effectuées par la Côte d'Ivoire en matière d'inclusion finan-

cière. « Le taux d'inclusion financière ressort à plus de 70% contre 57% pour l'ensemble de l'Union à fin 2018. Ce résultat peut être imputé de plus de 49%, au digital. C'est dire que le digital est en train de révolutionner l'offre des services financiers aux populations », s'est-il réjoui. C'est pourquoi, le responsable national de la Bceao a exhorté les États à accompagner la digitalisation en continuant de moderniser les paiements des services, des prestations, par des paiements digitaux. La 2<sup>e</sup> édition de la semaine de l'inclusion financière dans l'Uemoa avait pour thème « La digitalisation au service de l'inclusion financière : Enjeux pour le secteur financier et les États membres de l'Uemoa ». ■

EMELINE P AMANGOUA



**Magnifique terrain de 16011 m<sup>2</sup>, situé à la Riviera-M'pouto**  
Espace idéal pour un projet immobilier

✉ contact@isis-immobilier.com - 🌐 www.isis-immobilier.com  
☎ (+225) 20 33 88 13 - 56 93 33 18